



Note aux organisations sur les mobilisations étudiante/lycéenne - numéro 3

Prochain temps fort de manifestation le mardi 13 octobre

Chères et chers camarades,

Au moins 150 manifestations et rassemblements étaient prévus ce 8 octobre dans l'ensemble des départements, majoritairement dans le cadre du mouvement lycéen et étudiant, dont plusieurs actions communes avec le secteur de la petite enfance mobilisé à l'occasion de la journée Pas de bébé à la consigne (qui, en tout, a fait l'objet d'une trentaine de manifestations et rassemblements, y compris donc des actions communes avec le mouvement lycéen).

A Paris, la manifestation de la petite enfance a rassemblé 2000 personnes.

Parmi les premiers chiffres connus pour les manifestations dans le cadre du mouvement lycéen, nous recensons 20 000 à Bordeaux et Marseille, 8000 à Nantes, 7500 à Montpellier, 5000 à Rennes, 3500 à Lyon et Rouen, 1000 à Clermont-Ferrand et La Rochelle.

Les mobilisations de la jeunesse ne sont pas dissociées des combats que mène la CGT contre les politiques d'austérité. Le manque de moyens dans l'éducation, la dégradation des conditions d'études, la précarité étudiante et les difficultés d'accès au logement résultent de choix politiques qui frappent également les salarié-es, les privé-es d'emploi et les retraité-es. La bataille autour du PLF et du PLFSS doit permettre de construire des convergences revendicatives, notamment sur le financement des services publics, les salaires, la protection sociale et la redistribution des richesses

Concernant la grève chez Total, la CGT annonce l'arrêt des expéditions de carburants dans les raffineries de Normandie, de Donges (Loire-Atlantique) et dans la bio-raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône). La CGT revendique plus de 50% de grévistes sur ces sites (60% à Donges). 27 stations-service de la filiale Argedis étaient fermées du fait de la grève selon la CGT Total.

Un communiqué confédéral est diffusé ce jour sur cette nouvelle journée de mobilisation.

Après la grande journée de manifestations du 6 octobre, dont le bilan consolidé dépasse les 500 000 manifestant.es, la journée du 8 octobre atteste de la combativité de la jeunesse et du

monde du travail et nous met en situation de poursuivre la construction du processus de lutte avec détermination.

Après sa rencontre avec l'Union syndicale lycéenne il y a quelques jours, Sophie Binet a rencontré les premières dirigeantes de l'Union étudiante puis de l'Unef. Thomas Vacheron est en contact régulier avec les organisations lycéennes et étudiantes : vous pouvez le solliciter par SMS en cas de problème sur le lien avec les organisations de jeunesse.

Les AG se massifient dans les universités et certaines écoles (500 à 2000 étudiant.e.s) et s'étend à des universités très rarement mobilisées (Assas, Institut Catholique de Paris, Dauphine, Cergy...).

Pour bloquer la mobilisation le gouvernement amplifie la répression : des fermetures administratives d'universités (40% étaient fermées le 7/10 par exemple) ; la généralisation des cours en ligne avec obligation d'assiduité sous peine de coupure des bourses ; l'intervention des forces de l'ordre dans les campus, souvent sans autorisation des présidents d'université alors que c'est illégal.

La CGT condamne toute utilisation de la répression, de l'intimidation ou des sanctions administratives visant à empêcher l'expression des revendications de la jeunesse. La fermeture préventive des établissements, les menaces sur le maintien des bourses ou les interventions policières disproportionnées sont inacceptables. Nous exigeons le respect des libertés syndicales, du droit de réunion et de manifestation ainsi que l'absence de sanctions liées à l'exercice légitime de ces droits. Les organisations sont invitées à continuer de faire remonter les situations de répression afin de permettre une intervention syndicale coordonnée et, lorsque nécessaire, un accompagnement juridique.

Les organisations syndicales étudiantes et lycéennes se sont mises d'accord sur 10 revendications : voir la pétition qui les relaie <https://www.change.org/p/10-mesures-d-urgence-pour-la-jeunesse>

L'Union étudiante, l'UNEF et la Fage se coordonnent pour que la mobilisation ait un caractère syndical dans l'objectif de gagner des victoires concrètes pour les étudiants à commencer par la fin de Parcoursup, l'augmentation du budget des étudiants, l'augmentation des bourses et des aides au logement. L'objectif est que les universités complètent avec des revendications locales sur le nombre de places manquantes ou l'état des locaux par exemple, avec possibilité de mener des actions d'interpellation des député.e.s (sur le PLF et le PLFSS), des rectorats (sur les enseignants non remplacés, les classes surchargées et les capacités d'accueil des universités) et des Régions (sur le bâti scolaire).

La précarité grandissante de la jeunesse constitue un obstacle majeur à la poursuite des études comme à l'engagement collectif. La CGT porte l'exigence de moyens permettant à chaque jeune d'étudier dignement, sans être contraint de multiplier les emplois précaires pour subvenir à ses besoins. Les organisations de la CGT sont invitées à développer, en lien avec les organisations syndicales de jeunesse et les associations compétentes, des initiatives de

solidarité. Ces démarches doivent renforcer l'action revendicative, sans se substituer aux responsabilités de l'État en matière de logement, d'alimentation, de santé et de conditions de vie des étudiants.

Comme toutes les mobilisations étudiantes, celles en cours se heurtent à certains groupuscules qui essayent de monter les AG contre les organisations syndicales (y compris professionnelles) et qui ne cherchent pas à obtenir des victoires concrètes. Il nous faut donc aider et renforcer les organisations syndicales étudiantes et lycéennes avec lesquelles nous travaillons.

La CGT a insisté auprès des organisations de jeunesse pour qu'il y ait une stratégie de temps forts avec des journées annoncées à l'avance nous permettant de mieux anticiper. L'objectif est d'avoir au moins une journée au niveau du 6 octobre avant les vacances scolaires.

Cette journée aura lieu le mardi 13 octobre

L'intersyndicale de l'éducation et celle de l'enseignement supérieur devraient appeler les personnels à la grève en convergence avec les lycéens et les étudiants. D'autres préavis fédéraux sont d'ores et déjà déposés notamment dans la Fonction publique.

Nous proposons de reproduire le dispositif du 6 octobre

- **Travailler avec les organisations syndicales étudiantes et lycéennes pour déposer les parcours de manifestation**
- **Appeler les militant.e.s à être présents pour sécuriser les cortèges. Les fédérations sont sollicitées pour appeler les syndicats à renforcer les ALS des UD. La forte présence de nos militant.es le 6 octobre a démontré l'importance de notre présence pour entraver la répression policière et assurer le caractère largement pacifique de cette journée.**

La journée du 13 octobre doit constituer une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de force durable. Elle doit permettre de renforcer la mobilisation sur les lieux de travail de favoriser l'engagement des personnels et salarié-es, et de préparer les prolongements nécessaires. **Dans la perspective de la journée interprofessionnelle de mobilisation et de grève du 5 novembre, il importe de continuer de travailler aux convergences entre jeunesse et monde du travail, et de favoriser l'expression des revendications notamment sur les salaires dans les entreprises et administrations, et au niveau des branches.**

Les Unions départementales sont invitées à prendre rapidement contact avec les organisations syndicales étudiantes et lycéennes de leur territoire, à organiser des rencontres et à examiner les initiatives communes possibles. Les syndicats professionnels, notamment ceux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, peuvent contribuer à cette dynamique. L'objectif est de construire une solidarité syndicale active, respectueuse de l'autonomie des organisations de jeunesse et de favoriser partout où cela est possible des convergences sur des revendications partagées